



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Vingt-neuvième session

Abidjan (Côte d'Ivoire), 4-8 avril 2016

Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire: bonnes pratiques et perspectives au niveau des pays en Afrique

Résumé

Malgré la volonté politique manifestée par le monde du Sud et les pays d'Afrique en faveur de la coopération Sud-Sud, les engagements concrets dans ce domaine semblent être restés en deçà de leur capacité potentielle à combler le retard technologique qui ne cesse de croître dans les pays du Sud. La coopération Sud-Sud est le partage et l'échange mutuels de solutions de développement – connaissances, expériences et bonnes pratiques, politiques, technologies et ressources – entre pays du Sud et au sein de ces pays.

La FAO joue un rôle important en facilitant cette démarche et, en particulier, en encourageant la gestion du savoir et l'établissement de réseaux de connaissances entre pays du Sud, en mettant en relation les personnes qui offrent des solutions avec celles qui en cherchent (offre et demande), en développant le partage de connaissances et en renforçant l'apprentissage à double sens entre un grand nombre d'acteurs.

Le présent document définit le contexte dans lequel s'inscrit la coopération Sud-Sud en Afrique et fait le point des résultats obtenus dans ce domaine. Il examine les nouvelles perspectives et les défis à relever (c'est-à-dire la manière dont la coopération Sud-Sud peut contribuer à redynamiser le secteur agroalimentaire et les systèmes alimentaires et agricoles en Afrique), ainsi que les principaux volets d'une feuille de route du Bureau régional de la FAO pour l'Afrique en matière de coopération Sud-Sud, afin de répondre aux besoins et aux priorités des pays dans ce domaine.

Dans l'ensemble, le présent document cherche à mettre en évidence les moyens par lesquels les pays d'Afrique pourraient développer leurs activités de coopération Sud-Sud afin de combler le fossé technologique qui existe dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, ainsi que dans l'économie rurale en général. La FAO a un rôle clair à jouer en facilitant la mobilisation des décideurs et des praticiens en Afrique, ainsi que des organismes multilatéraux et bilatéraux, la mise en commun de leurs données d'expérience et le recensement des domaines de collaboration, et en indiquant la voie à suivre pour intensifier la coopération Sud-Sud.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



Questions à porter à l'attention de la Conférence régionale

- 1) La coopération Sud-Sud constitue un mécanisme d'exécution primordial et un moyen efficace d'améliorer la productivité agricole en Afrique.
- 2) Les projets et les programmes de coopération Sud-Sud mis en œuvre dans le passé ou en cours d'exécution ont permis de dégager des bonnes pratiques et d'obtenir des résultats concrets, qu'il convient de reproduire à plus grande échelle et de partager entre les pays africains.
- 3) La FAO continuera de promouvoir la coopération Sud-Sud; elle est prête à aider les pays à revenu intermédiaire de la région et à collaborer avec eux afin de mobiliser les ressources techniques et financières qui permettront de soutenir des projets et des programmes de développement agricole dans les pays à faible revenu.
- 4) La FAO et ses États Membres en Afrique doivent unir leurs efforts et faire appel à d'autres partenaires pour développer la coopération triangulaire à l'appui de la coopération Sud-Sud.
- 5) La FAO s'emploiera à promouvoir le Fonds fiduciaire africain de solidarité et invitera les pays d'Afrique à partager leurs compétences et leurs meilleures pratiques agricoles, ainsi que leurs ressources financières.
- 6) Les pays africains sont encouragés à utiliser le nouvel outil de la FAO, le Portail de la coopération Sud-Sud, une plateforme internet visant à promouvoir la coopération Sud-Sud et à faciliter l'établissement de réseaux. Le Portail, qui fournit des informations sur les compétences techniques des pays du Sud et leurs institutions dans les domaines de la sécurité alimentaire et de l'agriculture, permet aux pays de mettre en place des collaborations bilatérales ou de s'adresser à la FAO pour lui demander de faciliter des échanges dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

I. Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire: bonnes pratiques et perspectives au niveau des pays en Afrique

Résultats obtenus dans le cadre de la coopération Sud-Sud en Afrique

1. La FAO estime que la coopération Sud-Sud constitue un moyen efficace et efficient de mettre en commun connaissances et données d'expérience entre pays du Sud aux fins de la réalisation des objectifs de développement nationaux et, par extension, des objectifs stratégiques de l'Organisation. Le programme de coopération Sud-Sud de la FAO est l'un des premiers à avoir été mis en place au sein du système des Nations Unies, si bien que l'expérience acquise dans la facilitation des échanges de savoirs et d'expériences entre partenaires de même niveau est aujourd'hui considérable.
2. Conformément à la stratégie mondiale des Nations Unies en matière de coopération Sud-Sud, le programme de la FAO facilite le partage de savoir-faire et d'expériences techniques dans le monde du Sud. La coopération Sud-Sud est considérée comme étant une approche à la fois économique et efficace permettant d'offrir les connaissances acquises et les techniques mises au point par les pays qui, plus récemment, ont relevé avec succès les défis liés au développement agricole.
3. Depuis la création du programme en 1996, la FAO a facilité le déploiement de plus de 2 000 experts et techniciens dans 53 pays. Au départ, les échanges effectués dans le cadre de la coopération Sud-Sud concernaient des techniques précises et étaient directement centrés sur les exploitants agricoles. Ils permettaient d'obtenir de bons résultats en assurant une action de sensibilisation plus efficace auprès des agriculteurs ainsi que des interventions adaptées aux conditions locales, c'est-à-dire tenant compte des réalités culturelles et sociales tout en étant à la fois économiques et efficaces. Plus récemment, l'intérêt pour la coopération Sud-Sud s'est accru et l'éventail des modalités d'échange requises dans le cadre de cette démarche s'est étendu à d'autres niveaux, aussi bien local qu'institutionnel et politique.
4. En 2014-2015, le nombre de projets de coopération Sud-Sud a constamment augmenté, tout comme le volume des ressources mobilisées, témoignant ainsi du rôle croissant que joue la FAO en tant qu'organisme facilitateur et du repositionnement des pays à revenu intermédiaire sur la scène mondiale du développement. Les engagements des pays producteurs de pétrole se sont toutefois ressentis des fluctuations observées dans leurs économies nationales suite à la baisse du prix du pétrole, principalement. Les demandes d'assistance au titre de la coopération Sud-Sud émanant des pays ont augmenté et la mobilisation de ressources a été renforcée (nouveaux projets approuvés et nouveaux engagements). Actuellement (à la date de clôture préliminaire de décembre 2015), la FAO utilise ces fonds pour faciliter plus de 35 projets de coopération Sud-Sud en cours d'exécution en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, dont environ la moitié au profit de plus d'une trentaine de pays d'Afrique. En 2014-2015, les projets de coopération Sud-Sud menés en Afrique ont bénéficié notamment d'un financement à hauteur d'environ 28 millions d'USD fourni tant par des pays du Sud que par des partenaires fournisseurs de ressources dans le cadre de la coopération triangulaire, notamment l'Angola, la Chine, le Japon et la République de Corée.
5. Le Bureau régional pour l'Afrique accueille près de 80 pour cent des projets de coopération Sud-Sud menés par la FAO, selon une tendance établie depuis plus de dix ans (voir la liste des projets en cours et des projets en perspective à l'Annexe 1). D'autres projets de coopération Sud-Sud continueront d'être lancés dans la région, compte tenu de la croissance de la demande de la part des États Membres de la FAO, de l'intérêt accru des pays du Sud et de la volonté des partenaires de la coopération triangulaire de financer des projets de coopération Sud-Sud en Afrique.

II. Nouvelles perspectives et défis à relever

6. Perspectives:

- Une volonté politique affirmée et des partenariats renouvelés pour assurer la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition et éliminer la faim d'ici à 2025.
- Le recensement des priorités régionales et leur articulation dans le cadre des initiatives régionales.
- La disponibilité, pour tous les pays, de cadres de programmation par pays tenant compte des priorités nationales.
- Une forte demande de renforcement des capacités et des institutions.
- Un intérêt croissant pour la coopération Sud-Sud de la part de pays fournisseurs potentiels.
- Une demande croissante en matière de coopération Sud-Sud intrarégionale.
- Le Fonds fiduciaire africain de solidarité offre la possibilité concrète de promouvoir la coopération Sud-Sud dans une optique intrarégionale, en invitant les pays d'Afrique à s'associer afin de mettre en commun leurs compétences et les meilleures pratiques en matière d'agriculture et de développement rural, ainsi que leurs ressources financières.
- Compte tenu de ce qui précède, le projet de création d'un Centre africain pour la promotion des meilleures pratiques, le renforcement des capacités et la coopération Sud-Sud (dans le cadre de l'initiative de coopération Sud-Sud menée au titre de l'Objectif stratégique OS1) permettra de mettre en place un réseau de compétences et d'institutions d'excellence africaines et de les recenser, offrant ainsi de nouvelles perspectives de promotion de la coopération Sud-Sud.

7. Défis:

- La mobilisation des fonds nécessaires pour répondre à la croissance de la demande en matière de coopération Sud-Sud dans la région.
- La région compte une large proportion de pays à faible revenu (34) et un certain nombre de pays à revenu intermédiaire (dix). La plupart des pays à revenu intermédiaire sont fortement tributaires du pétrole et d'autres ressources naturelles (produits agricoles et minéraux) dont la production est actuellement en phase de contraction dans ces pays.
- La mobilisation du secteur privé, des institutions de recherche et des services de vulgarisation.
- Le plaidoyer et la communication en faveur de la coopération Sud-Sud afin de favoriser la sensibilisation et d'assurer l'appui nécessaire.

III. Principaux volets d'une feuille de route du Bureau régional de la FAO pour l'Afrique en matière de coopération Sud-Sud

a) Renforcement des partenariats fournisseurs de ressources:

- La FAO continuera de promouvoir la coopération Sud-Sud en tant que moyen efficace et efficient pour remédier au déficit de capacités et combler le retard technologique dans le secteur agricole et en matière de sécurité alimentaire, afin de répondre aux priorités régionales et nationales de l'Afrique.
- La FAO est prête à aider les pays à revenu intermédiaire de la région et à collaborer avec eux afin de mobiliser les ressources techniques et financières qui permettront de soutenir des projets et des programmes de développement agricole dans les pays à faible revenu.

- La FAO et ses États Membres en Afrique doivent unir leurs efforts et faire appel à d'autres partenaires afin de développer la coopération triangulaire à l'appui de la coopération Sud-Sud.
- La FAO s'emploiera à promouvoir le Fonds fiduciaire africain de solidarité et invitera les pays de la région à partager leurs compétences, leurs meilleures pratiques agricoles et leurs ressources financières.

Les principaux partenariats et contributions en faveur de la coopération Sud-Sud sont les suivants:

8. **Contributions des pays bénéficiaires:** en 2003 et en 2007, le Nigeria a constitué deux fonds fiduciaires unilatéraux pour un total d'environ 42,3 millions d'USD. Ces fonds ont permis d'assurer le déploiement de plus de 650 experts et techniciens chinois, sur le terrain, à l'appui de divers projets en faveur d'une agriculture durable et dans le domaine de la sécurité alimentaire. En 2013, l'Angola a offert 2,2 millions d'USD et le Brésil a mis à disposition les compétences des experts de la société EMBRAPA, pour un montant de 875 000 USD, à l'appui de la recherche vétérinaire et agricole, du redressement et du renforcement des capacités en Angola.

9. **Contributions des pays fournisseurs:** en 2008, la Chine a établi un fonds fiduciaire à hauteur de 30 millions d'USD à l'appui de la coopération Sud-Sud. À ce jour, un millier d'experts ont été détachés en Afrique, en Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes. La Chine a signé un nouvel accord-cadre de coopération Sud-Sud avec la FAO, pour un montant de 50 millions d'USD, qui permettra de donner suite aux demandes des pays et de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Organisation. Les principaux fournisseurs de compétences techniques au titre de la coopération Sud-Sud sont les suivants: l'Afrique du Sud, le Bénin (Centre Songhaï), le Brésil, le Centre du riz pour l'Afrique, la Chine, l'Égypte, l'Éthiopie, Israël, le Japon, le Maroc, le Nigéria, les Pays-Bas, la République de Corée, la Tunisie, la Turquie et le Viet Nam. Parmi les fournisseurs de ressources financières au titre de la coopération Sud-Sud, on peut indiquer: l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Brésil, le Cameroun, la Chine, la Guinée équatoriale, le Japon, le Kenya, le Maroc, le Nigeria, les Pays-Bas, la République de Corée, le Tchad et le Venezuela.

10. **Coopération triangulaire:** le Japon a financé trois projets de coopération triangulaire depuis 2006, pour un total de 10,2 millions d'USD. Ces projets ont porté sur la riziculture, la production aquacole et l'appui aux statistiques agricoles dans les pays producteurs de riz en Afrique. D'autres partenaires sont la Banque africaine de développement (BAD), l'Union européenne et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, l'Union européenne et des partenaires bilatéraux (Allemagne et Espagne), le Fonds international de développement agricole (FIDA), la Banque mondiale, les organisations économiques régionales, le secteur privé et les banques régionales.

11. **Autres sources de financement:** le Fonds fiduciaire africain de solidarité, dont les ressources ont été en partie destinées à soutenir les initiatives régionales dans le cadre de la coopération Sud-Sud et au profit des pays. Si un fournisseur du Sud met à disposition ses compétences techniques pour répondre aux besoins prioritaires d'un pays hôte, la Division de la coopération Sud-Sud et de la mobilisation de ressources (TCS) et les représentants de la FAO encouragent alors l'utilisation du Programme de coopération technique (PCT) pour répondre à la demande d'appui technique présentée par le gouvernement hôte. Cette démarche permet d'utiliser le PCT de manière à la fois efficace et économique dans la mesure où les services techniques sont assurés par le fournisseur alors que le Programme permet de mobiliser les échanges nécessaires pour répondre aux exigences en matière de renforcement des capacités.

b) Mise en contact et constitution de réseaux

12. La FAO continuera de soutenir le projet de création d'un Centre africain pour la promotion des meilleures pratiques, le renforcement des capacités et la coopération Sud-Sud qui permettra de mettre

en place un réseau de compétences et d'institutions d'excellence africaines. Compte tenu de ce qui précède, l'Organisation travaillera aux côtés de ses États membres dans la région afin de mettre en avant et de promouvoir leurs capacités potentielles en matière de coopération Sud-Sud, leurs bonnes pratiques, leurs institutions d'excellence et les réalisations obtenues en Afrique, en misant sur la formule du Portail de la coopération Sud-Sud.

13. La FAO a lancé le Portail de la coopération Sud-Sud lors de la Conférence de 2015 (6-13 juin). Cette nouvelle plateforme Internet vise à promouvoir la coopération Sud-Sud et à faciliter l'établissement de réseaux. Le Portail, qui fournit des informations sur les compétences techniques des pays du Sud et leurs institutions dans les domaines de la sécurité alimentaire et de l'agriculture, permet aux pays de mettre en place des collaborations bilatérales ou de demander à la FAO de faciliter des échanges dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

14. Le Portail de la coopération Sud-Sud est un service offert aux États Membres dont ceux-ci peuvent tirer parti non seulement pour recruter des compétences spécialisées auprès d'autres pays du Sud, mais aussi pour faire valoir leurs propres institutions et leur donner une plus grande visibilité. Les principaux domaines de compétence y sont recensés et des liens vers les sites web des institutions concernées permettent d'accéder à de plus amples informations. Dans certains cas, des listes d'experts sont également disponibles.

c) Renforcement des capacités en matière de coopération Sud-Sud

15. La FAO a publié un guide de consultation rapide sur la coopération Sud-Sud visant à permettre aux employés de l'Organisation d'apporter un soutien plus efficace aux gouvernements dans ce domaine. Ce guide a été mis à la disposition du personnel via la plateforme d'apprentissage du Programme de la communauté des représentants de la FAO. Par ailleurs, une formation en ligne sur la coopération Sud-Sud est en cours de définition.

d) Communication et sensibilisation

16. La FAO continuera de faire une plus large place à la coopération Sud-Sud et aux pays partenaires en organisant des manifestations ou en participant à des rencontres telles que les réunions de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, les manifestations sur la coopération Sud-Sud organisées en marge des sessions du Conseil et des conférences régionales de la FAO et les rendez-vous annuels de l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud.

17. La FAO fera appel à tous les moyens de communication - des publications aux pages web régulièrement mises à jour, y compris en assurant la présence de la coopération Sud-Sud sur les réseaux sociaux, notamment Twitter, Instagram et Facebook - afin de faire valoir les résultats obtenus en matière de développement et les leçons apprises dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Cette démarche vise à donner une impulsion à la coopération Sud-Sud afin de mieux répondre aux besoins prioritaires de l'Afrique en matière de développement.

SIGLES

BAD	Banque africaine de développement
FIDA	Fonds international de développement agricole
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
EMBRAPA	Société brésilienne de recherche agricole
JICA	Agence japonaise de coopération internationale

Annexe 1

Projets en cours:

- Brésil - Échange d'expériences et dialogue sur les politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale en Afrique (4 millions d'USD)
- République de Corée - Renforcement des capacités et mise en commun des données d'expérience pour le développement durable de la filière du riz en Afrique dans le cadre de la coopération Sud-Sud (1,8 million d'USD); «période d'exécution du projet: 2015-2017»
- Fonds fiduciaire africain de solidarité - Mécanisme de coopération Sud-Sud pour l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique (1 million d'USD); «période d'exécution du projet: 2015-2016»
- Programme d'assistance technique dans le cadre de la coopération Sud-Sud en collaboration avec la République populaire de Chine: Ouganda (Phase II - 1,68 million d'USD); République démocratique du Congo (1,5 million d'USD); Mali (Phase I - 350 000 USD); Namibie (Phase II); «période d'exécution du projet: 2015-2019»
- EMBRAPA/Angola - Renforcement des capacités de recherche des institutions agricoles et vétérinaires (2,2 millions d'USD); «période d'exécution du projet: 2014-2017»
- Japon (JICA), 2,5 millions d'USD - Renforcement des statistiques agricoles dans les pays producteurs de riz de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique; «période d'exécution du projet: 2013-2018»
- Programme d'assistance technique dans le cadre de la coopération Sud-Sud entre la Namibie et le Viet Nam (activités de pêche en eaux intérieures) - partenaires fournisseurs de ressources: Espagne (1,8 million d'USD); «période d'exécution du projet: 2010-2015»
- Les programmes et projets de coopération Sud-Sud sont incorporés dans les initiatives régionales et visent à répondre directement aux besoins prioritaires des pays; «période d'exécution du projet: 2015-2016»

Projets/Programmes en cours d'élaboration:

- Programme de partenariat pour le développement des systèmes de riziculture en Afrique (500 millions d'USD)
- Dans le cadre de la Phase I de son Programme de fonds fiduciaires, la Chine a apporté un appui technique aux pays suivants: Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Nigéria (Phase II) et Sénégal; «période d'exécution du projet: 2015-2022»
- De nouveaux projets sont actuellement en cours d'élaboration pour la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, le Maroc et la Namibie
- Appui du Venezuela au développement de systèmes de riziculture durables en Afrique subsaharienne (5 millions d'USD); «période d'exécution du projet: 2016-2018»
- Appui de la République de Corée à la mise au point de matériel génétique pour le riz en Afrique (18 millions d'USD).